

	RDR Republican Rally for Democracy in Rwanda Rassemblement Républicain pour la Démocratie au Rwanda Ihuriro Rishingiye kuri Republika Riharanira Demokarasi mu Rwanda	
	Postbus 3124 2280GC, Rijswijk, Netherlands Phone/Fax : 31-180633822 Website : http://www.rdrwanda.org	P.O. Box 5352, Postal Station B Montréal, Canada, H3B 4P1 Phone : +1-514 5723466 Email : info@rdrwanda.org
	<i>Pour un Peuple Réconcilié dans un Etat de droit ; For a Reconciled People in a Rule of Law ; Duharanire Ubwiyunge bw'Abanyarwanda mu Gihugu cyubahiriza Amategeko</i>	

COMMUNIQUE DE PRESSE NO. 11/2004

LE RDR CONDAMNE FERMEMENT LE MASSACRE DES RÉFUGIÉS CONGOLAIS AU CAMP DE GATUMBA AU BURUNDI ET DEMANDE QUE JUSTICE SOIT RENDUE

Le RDR a appris avec ahurissement l'horrible massacre des congolais réfugiés au Burundi et qui avaient été contraints de quitter leur pays à cause de l'insécurité conséquente provoquée par une rébellion initiée et armée par le régime dictatorial de Kigali. Le RDR condamne sans réserve cette barbarie et présente ses condoléances les plus attristées aux familles des victimes.

Le RDR demande néanmoins que les médias et la communauté internationale soient prudents et ne se laissent pas manipuler par ceux qui ont intérêt à exploiter ces crimes pour anéantir les efforts fournis par la Communauté internationale pour mettre la République démocratique du Congo (RDC) sur le chemin de la paix. En effet, on se souviendra que beaucoup de personnes de bonne foi ont été mises sur de fausses pistes concernant les massacres et les crimes contre l'humanité commis dans la région des Grands Lacs africains depuis 1993, à l'exemple des massacres des Bagogwe à Mudende au Rwanda et des Banyamulenge à Bukavu en RDC. C'est pourquoi le RDR demande qu'une enquête internationale indépendante soit menée sur ce massacre et que la justice internationale, notamment la Cour Pénale Internationale récemment créée, se saisisse de ce dossier.

Le RDR est indigné par l'impunité dont jouissent les auteurs de tels massacres et appelle les Nations Unies et le reste de la Communauté Internationale à plus d'actions continues pour mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs des massacres passés et actuels de réfugiés, déplacés de guerre et autres populations civiles dans la région des Grands Lacs pour prévenir de tels actes dans le futur. L'impunité dont jouissent les criminels de l'Afrique Centrale a conduit déjà à la disparition plus de 1 million de burundais, 3 millions de rwandais et 3,5 millions de congolais depuis 1990 à aujourd'hui.

Le RDR rappelle particulièrement l'impunité dont jouissent notamment les auteurs des massacres de plus de 200000 réfugiés rwandais en RDC durant la guerre 1996-1997 au Zaïre/République démocratique du Congo. Ces réfugiés ont été massacrés par des unités de l'armée du Front patriotique rwandais (FPR), actuellement au pouvoir à Kigali, alliées à l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération du Congo (AFDL) qui renversa le régime de Mobutu Sese Seko en mai 1997.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans la Déclaration de son Président (S/PRST/1998/20) du 13 juillet 1998, a condamné "les massacres et autres atrocités et violations du droit international humanitaire commis au Zaïre République démocratique du Congo, en particulier dans les provinces de l'est, notamment des crimes contre l'humanité, et autres violations que l'Équipe d'enquête du Secrétaire général décrit dans son rapport

(S/1998/581)." Le Conseil de sécurité a demandé "aux Gouvernements de la République démocratique du Congo et du Rwanda d'enquêter sans délai dans leurs pays respectifs sur les allégations figurant dans le rapport de l'Équipe d'enquête et de traduire en justice tous ceux dont il sera avéré qu'ils ont participé dans de tels massacres, atrocités et violations du droit international humanitaire." Jusque maintenant, aucun responsable politique ou militaire n'a été appréhendé et traîné devant la justice pour ces crimes contre l'humanité. L'impunité des crimes passés encourage de tels crimes dans le futur. Le RDR demande au Conseil de sécurité des Nations Unies de prendre tous les moyens nécessaires pour mettre fin à l'impunité des auteurs de ces massacres. Le rétablissement d'une paix durable dans la région des Grands Lacs passe inévitablement par une lutte soutenue contre l'impunité des criminels de guerre présumés de tous bords, quels que soient leur ethnie, tribu, nationalité, rang social, fonction passée ou actuelle.

Le Rwanda étant le principal foyer de l'incendie qui ravage actuellement la région des Grands Lacs, la paix dans cette région restera menacée tant qu'une solution appropriée au très lourd contentieux inter-rwandais ne sera pas trouvée. Nous avons réaffirmé à maintes reprises que la question des réfugiés en particulier et la persistance des différentes formes de rébellions qui en découlent doivent être placées dans un contexte plus large embrassant des alliances ethniques et politiques des régimes dictatoriaux de l'Afrique Centrale. L'opposition politique rwandaise est convaincue que la paix et la sécurité de la région des Grands Lacs ne dépendent pas seulement du désarmement et du rapatriement des membres de l'opposition politique rwandaise armée, comme le prétendent le régime de Kigali et ses sponsors, mais surtout d'une solution politique globale au problème rwandais.

La solution aux problèmes rwandais exige un dialogue entre les différentes composantes de la société pour qu'ils se mettent d'accord sur un meilleur système de gouvernance et les règles de la gestion du pouvoir politique en établissant des arrangements institutionnels qui sécurisent et rassurent tout un chacun. Ce processus devrait aboutir au renouveau démocratique d'un peuple réconcilié où la citoyenneté est une réalité dans les institutions et dans tous les secteurs de la vie du pays, et où les individus se reconnaîtront d'abord autour des idées politiques qu'ils partagent et non sur base de l'ethnicité.

Fait à Montréal le 17 août 2004
Pour le RDR,

Emmanuel Nyemera
Vice Président et Porte-Parole du RDR